

Rennes le 28/06/2013

COMMUNIQUE DE PRESSE

DESENCLAVEMENT DE LA BRETAGNE : LES RENONCEMENTS SOCIALISTES

« En refusant de s'engager sur le financement de tronçons de lignes nouvelles, les conseillers régionaux socialistes entérinent le report après 2030 de la mise de Brest et Quimper à trois heures de Paris », dénonce Bernadette MALGORN, présidente du groupe Droite & Centre de Bretagne.

Pourtant, rappelle l'élue finistérienne, *« lorsque la délégation représentant l'assemblée régionale avait rencontré Philippe DURON, président de la Commission mobilité 21, il lui avait été remis un document officiel précisant que la Région Bretagne était prête à cofinancer les nouveaux tronçons de ligne entre Rennes Brest et Quimper dans les mêmes conditions qu'elle finance aujourd'hui la ligne Le Mans-Rennes. Ce n'est qu'en prenant aujourd'hui un engagement financier significatif que le projet breton a une chance d'être retenu par le gouvernement et ainsi aboutir dans des délais raisonnables », insiste Bernadette MALGORN.*

« Par ailleurs, la rédaction ambiguë du vœu adressé par les socialistes au gouvernement, tend à privilégier la liaison Rennes-Nantes pour desservir Notre-Dame des Landes au détriment de la pointe bretonne ».

« Enfin, au lieu d'exiger que l'achèvement de la mise à deux fois deux voies de la RN 164 soit inscrit dans les priorités nationales comme il l'était dans le SNIT, l'exécutif socialiste valide la position de la Commission mobilité 21 qui relègue ces travaux à des « aménagements à négocier dans le futur Contrat de plan Etat-Région ».

« Avec leurs renoncements successifs les socialistes rompent le consensus breton. Ils remettent en cause le désenclavement de la Bretagne, l'équilibre de ses territoires entre ouest et l'est, et le développement économique de notre région », conclut Bernadette MALGORN.

